



ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL COMPOSÉ DES COMMUNES DE

CLICHY-SOUS-BOIS, COUBRON, GAGNY, GOURNAY-SUR-MARNE, LE RAINCY,
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS, LIVRY-GARGAN, MONTFERMEIL, NEUILLY-PLAISANCE,
NEUILLY-SUR-MARNE, NOISY-LE-GRAND, ROSNY-SOUS-BOIS, VAUJOURS, VILLEMOMBLE

Membres en exercice : 14
Présents : 13
Pouvoirs : 00

BUREAU DELIBERATIF
SÉANCE DU 20 JUIN 2016 À 8h30

**Délibération BT2016/06/20-02 – Demande de subvention FSE pour le financement de l'opération
« Accompagnement vers l'emploi / Centre Ressources »**

Rapporteur : Xavier LEMOINE (10^{ème} Vice-président)

DATE DE CONVOCATION : Mardi 14 juin 2016

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : Maison de l'Habitat, 4 rue Berthe Morisot à Montfermeil (93370)

PRÉSENTS : MM. BAILLY Dominique, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, DALLIER Philippe, DEMUYNCK Christian, GENESTIER Jean-Michel, KLEIN Olivier, LEMOINE Xavier, MAHEAS Jacques, MARTIN Pierre-Yves, SCHLEGEL Eric, TEULET Michel, TORO Ludovic.

ABSENTS/POUVOIRS : Brigitte MARSIGNY

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Pierre-Yves MARTIN

LE BUREAU,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2312-1, L. 5211-36 et L. 5219-2,

VU la délibération du Conseil de territoire CT2016/01/09-02 fixant la composition du Bureau,

VU la délibération du Conseil de territoire CT2016/01/26-02 de délégation d'attributions du Conseil de territoire au Bureau et notamment l'article 3 donnant délégation au Bureau pour demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions,

VU le Règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes sur les FSEI,

VU le Règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au FSE,

VU la loi n°2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, et notamment son article 78 confiant aux Régions tout ou partie de la gestion des programmes européens soit en qualité d'autorité de gestion, soit par délégation de gestion,

VU la note du 19 avril 2013 du Premier ministre relative à l'architecture de gestion des fonds européens de la génération 2014-2020 qui prévoit un partage de la gestion du FSE : 35% des crédits gérés par les Régions, 65% des crédits gérés par l'Etat dans le cadre d'un programme national FSE 2014-2020 Emploi Inclusion,

VU la décision n°CCI2014FR05SFOP001 du 10 octobre 2014 de la Commission européenne relative à l'approbation du Programme opérationnel national FSE Emploi et Inclusion 2014-2020,

VU l'appel à projets relatif aux orientations FSE 2016-2018 au titre du volet déconcentré en Ile-de-France du Programme opérationnel national (PON) FSE 2014-2020 lancé le 04 janvier 2016,

CONSIDERANT que l'opération « Accompagnement vers l'emploi / Centre ressources » portée par l'Etablissement public territorial répond à l'objectif spécifique unique de la priorité d'investissement P.I 8.1 dans le cadre de l'axe prioritaire n°1 du Programme opérationnel (PON) FSE 2014-2020,

CONSIDERANT que l'opération « Accompagnement vers l'emploi / Centre ressources » a commencé au 01/01/2016 pour une durée minimale de deux ans,

CONSIDÉRANT le plan de financement prévisionnel de l'opération « Accompagnement vers l'emploi / Centre ressources » portée par l'Etablissement public territorial tel que :

- Le **coût total annuel éligible** prévisionnel du projet s'élève à **323 158,45 € HT** ;
- Le coût total éligible prévisionnel du projet s'élève à **646 316,90 € HT sur une période de deux ans** ;
- Le cofinancement FSE sollicité auprès de **l'Union européenne**, au titre de la politique européenne de cohésion, s'élève à **161 579,23 € HT par an** (50% du coût total éligible), soit **323 158,45 € sur deux ans** ;
- **L'autofinancement de l'opération par l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est** s'élève à **161 579,23 € HT par an**, (50% du coût total éligible) soit **323 158,45 € HT sur deux ans** ;

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**
- **DECIDE** d'approuver le plan de financement prévisionnel de l'opération « Accompagnement vers l'emploi / Centre de ressources » mise en œuvre par l'Etablissement public territorial sur une durée minimale de deux ans.

- **AUTORISE** le Président à solliciter auprès de la Préfecture de la Région d'Ile-de-France, autorité de gestion du Programme opérationnel national (PON) FSE 2014-2020, un cofinancement FSE s'élevant à **161 579,23 € HT par an** (50% du coût total éligible), soit **323 158,45 € sur deux ans**,
- **AUTORISE** le Président à signer la convention de cofinancement correspondante et à remplir toutes les formalités y afférant.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 20/06/2016.



Le Président,

Michel TEULET

Le Président soussigné certifie
le caractère exécutoire
du présent acte reçu
en Préfecture le

Affiché - Notifié le
Le Président,
Michel TEULET

28 JUIN 2016

